

ARRÊTÉ

LE PREFET DE SAÔNE ET LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Arrêté de mise en demeure
SARL GROSNE TERRASSEMENT

Nancelle

71960 LA ROCHE VINEUSE

Carrière de Lugny et Burgy

N° DLPE-BENV-2015-355-2

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L171-6 à 8, L172-1 et suivants, L511-1 et L514-5,

VU l'arrêté préfectoral N° DLPE-BENV-2015-142-2 délivré le 22 mai 2015 autorisant la SARL GROSNE TERRASSEMENT à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Lugny et de Burgy aux lieux-dits « Bois des Sablières » et « Bois Dessous » sous la rubrique n°2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 26 novembre 2015,, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant,

CONSIDERANT qu'au cours de la visite du 3 novembre 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

articles de l'arrêté préfectoral susvisé,

- 1.6.2 : les garanties financières constituées pour la phase 2015-2020 sont insuffisantes, un complément de 77 025€ est nécessaire.
- 2.3.2 alinéa 1 : le bornage du périmètre autorisé en extension n'a pas été réalisé,
- 2.4.3 alinéa 4 : la hauteur des stockages des terres de découvertes est supérieure à 2 mètres,
- 2.4.6 alinéa 3 : la hauteur des stocks est supérieure à 5 mètres,
- 3.1.4 : le quai de bâchage des camions n'a pas été aménagé,
- 4.3.3.1 : l'aire étanche pour l'approvisionnement, l'entretien et le stationnement des engins n'a pas été réalisée,
- 8.2.2.1 alinéa 1 : l'exploitant n'a pas mis en place de réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au moins 3 piézomètres,
- 8.2.2.1 alinéa 2 : l'étude de caractérisation et d'emplacement des piézomètres précisant le sens d'écoulement de la nappe, le nombre de piézomètres à retenir, leur localisation ainsi que le niveau à surveiller n'a pas été réalisée.

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article

L171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL GROSNE TERRASSEMENT de respecter les prescriptions des articles 1.6.2, 2.3.2 alinéa 1, 2.4.3 alinéa 4, 2.4.6 alinéa 3, 3.1.4, 4.3.3.1, 8.2.2.1 alinéas 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 –La société GROSNE TERRASSEMENT exploitant une carrière sise lieux-dits « Bois des Sablières » et « Bois Dessous » sur les communes de Lugny et de Burgy est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions du 22 mai 2015 suivants :

Article	Objet	Délai à compter de la notification
1.6.2	Constitution de garanties financières	1 mois
2.4.6 alinéa 3	Stockage des matériaux	1 mois
2.4.3 alinéa 4	Décapage des terrains	1 mois
2.3.2 alinéa 1	Bornage	3 mois
3.1.4	Voies de circulation	3 mois
4.3.3.1	Aire étanche pour l'approvisionnement des engins, leur entretien et leur stationnement	3 mois
8.2.2.1 alinéa 2	Etude liée à l'autosurveillance des eaux souterraines	3 mois
8.2.2.1 alinéa 1	Mise en place d'un réseau de surveillance des eaux souterraines	6 mois

La société GROSNE TERRASSEMENT exploitant une carrière sise lieux-dits « Bois des Sablières » et « Bois Dessous » sur les communes de Lugny et Burgy est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.2.1 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2015 en fournissant un bon de commande pour la mise en place du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué d'au minimum 3 piézomètres dans un délai de 1 mois à compter de la réception de l'étude de caractérisation et d'emplacement des piézomètres

Article 2. - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Exécution et copies

Mme. la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, MM. les maires de Lugny et de Burgy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne.

Mâcon, le 21 DEC. 2015
Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN